



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt deux, le trente septembre, à 18 heures 00, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à CORRE Michel)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)

Absents

BERVAS Viviane, BODENEZ Guillaume, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 30 septembre 2022
Délibération n°DCC2022_128

Objet	Evolution de la politique locale du commerce et de ses dispositifs en faveur du commerce et de l'artisanat
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Economie
Thème	Economie

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

La délibération n° 2018_22-DE du 07 février 2018 définit la politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire. Dans ce cadre, les dispositifs suivants ont été adoptés :

I/ Rappel des dispositifs adoptés :

1- Pour l'ensemble des communes de la Communauté, hors Landerneau :

- Un dispositif à destination des communes :

Mise en place d'une politique de fonds de concours en centralité des communes en faveur de la création ou du maintien du dernier commerce de proximité, de la création de circuits locaux / vente de production de producteurs locaux du territoire.

L'aide financière mobilisable est de 20 000 €/commune/an (montant limité légalement par une aide de 50 % du reste à charge par la commune) pour une enveloppe annuelle définie de 40 000 € maximum.

- Un dispositif à destination des projets portés par des privés :

Mise en place du dispositif Pass Commerce et artisanat (dit socle) en lien avec la Région Bretagne.

Il a pour objectif de dynamiser l'activité économique des TPE (commerces et artisans) dans les communes de moins de 5 000 habitants, d'aider à la modernisation du commerce indépendant dans leurs investissements.

Il consiste ainsi en une aide à l'investissement à hauteur de 30% des coûts supportés par le porteur de projet, plafonnée à 7 500 € financée à 50% par la Communauté et 50% par la Région Bretagne.

Il soutient :

- a- En centralité : le maintien et la création d'entreprise,
- b- Hors centralité : uniquement le maintien des commerces existants, quelle que soit la nouvelle activité (la même ou la nouvelle, selon les activités bénéficiaires inscrites au dispositif)

Pour sa mise en œuvre, il a donné lieu à la signature d'une convention entre la Région et la Communauté le 19 septembre 2018 puis la signature de quatre avenants :

- L'avenant n°1 à cette convention précise les modalités d'intervention,

- L'avenant n° 2 précise la mise en œuvre du PASS commerce et artisanat numérique,
- L'avenant n°3 précise les mesures transitoires et le volet digitalisation et numération en période de crise sanitaire.
- Enfin, le dernier avenant prolonge la convention de partenariat entre le Conseil Régional et le Communauté de Communes du pays de Landerneau et le maintien des mesures transitoires et numériques jusqu'au 30 juin 2023.

2- Pour la ville de Landerneau :

- **Un seul dispositif à destination des projets portés par des privés :**

Mise en place du dispositif commerce à l'essai.

Il a pour objectif d'une part de permettre à un porteur de projet de tester son activité en étant accompagné sur les premiers mois d'activité et d'autre part de lutter contre la vacance commerciale dans les centralités.

Ce dispositif accompagne uniquement la création d'un commerce sur une durée de 6 à 12 mois maximum entraînant une prise en charge de 50% du loyer (montant maximum du loyer éligible fixé à 800 €) plafonné à 400 €/mois.

Pour sa mise en œuvre, un comité de sélection composé des représentants de la Communauté et des représentants de la ville de Landerneau analyse les demandes des porteurs de projet.

Ce dispositif est financé à 100% par la Communauté d'agglomération.

II/ Bilan sur les dispositifs en cours

Un bilan sur la politique actuelle a été proposé au groupe de travail élus le 14 mars 2022. Il a notamment montré que les enveloppes financières mises à disposition des porteurs de projets et des communes ne sont pas mobilisées dans leur intégralité :

- Le Pass Commerce et artisanat est mobilisé à un taux maximum de 37,5% de l'enveloppe (en 2021) depuis sa mise en application en 2020. Il est principalement sollicité pour des projets de développement d'activité et peu pour des créations d'activités.
- Le dispositif commerce à l'essai est utilisé à 62% en 2020 et jusqu'à 94% en 2021.
- Le fonds de concours aux communes a été sollicité une fois depuis le démarrage du dispositif en 2018.

Suite à ce constat en période de relance économique et afin de soutenir au mieux les commerces de proximité, le groupe de travail s'est positionné sur une harmonisation des dispositifs d'aides directes aux entreprises sur l'ensemble du territoire de la Communauté. Ainsi, dès maintenant, seront applicables, sur l'ensemble des communes, les dispositifs commerce à l'essai et Pass Commerce et Artisanat.

Pour cela, il est proposé de poursuivre et faire évoluer ces dispositifs avec les ajustements suivants :

III/ Evolution des dispositifs

1- Sur le dispositif Pass commerce et artisanat (dit socle) :

Pour l'ensemble des communes hors Landerneau :

Les conditions d'éligibilité, les conditions de recevabilité au dispositif, la nature des dépenses éligibles, les modalités de mise en œuvre du dispositif restent inchangées. Elles sont rappelées sur la fiche figurant en annexe 1.

Pour la ville de Landerneau :

Intégration de la ville de Landerneau au dispositif avec les particularités suivantes :

Localisation des projets : Éligibilité des demandes soumises à un périmètre précis restreint d'hyper-centralité cartographié en pièce-jointe.

Calcul de la subvention : L'intervention régionale sera de 30 % (30% au lieu de 50% pour les communes de moins de 5000 habitants), la part de la Communauté restera identique à celle financée sur les autres communes à savoir 50 %, les 20 % restant seront pris en charge par le porteur de projet.

Les conditions d'éligibilité des bénéficiaires, les conditions de recevabilité au dispositif, la nature des dépenses éligibles, les modalités de mise en œuvre du dispositif seront identiques aux modalités d'application du Pass commerce et artisanat définies sur la fiche récapitulative présentée en annexe 1.

2- Sur le dispositif Pass commerce et artisanat numérique :

Le Pass numérique a été mis en place par la délibération du 17 décembre 2021 permettant en période de crise sanitaire d'accompagner les commerces et artisans à la digitalisation. Il restera en application jusqu'au 30 juin 2023 selon les conditions d'éligibilité, de calcul de subvention décrites en annexe 2.

A la suite il sera intégré pour l'ensemble des communes au Pass commerce et artisanat (dit socle) et intégrera pour la ville de Landerneau le périmètre restreint cartographié.

3- Sur le dispositif commerce à l'essai :

Éligibilité de la ville de Landerneau et de toutes les communes selon les critères suivants :

Le dispositif s'adresse aux créateurs d'entreprises (les reprises d'activités ne sont pas éligibles à ce dispositif, ni les déplacements des commerces existants),

L'entreprise devra être immatriculée au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers.

Les projets étudiés de création de commerce et d'artisanat de proximité devront être complémentaires à l'offre existante,

Création d'une activité avec acquisition des murs de la part du porteur de projet : celui-ci pourra formuler une demande d'accompagnement qui sera étudié en groupe de travail,

Des critères liés au périmètre de centralité, au calcul de la subvention et à la mise en œuvre du dispositif sont mis en place :

Pour la ville de Landerneau

Situation du local loué : Le périmètre retenu sera identique à celui du Pass Commerce

Artisanat.

Calcul de l'aide : Afin d'inciter et de conserver une cohérence sur le montant des loyers appliqués sur le périmètre identifié il est maintenu un montant plafond d'éligibilité de 800 € HT. 50% du montant du loyer pourra être appliqué sur une période de 3 à 12 mois soit un montant d'aide de 400 € HT maximum mensuel par projet.

Les projets répondant à ces critères feront l'objet d'un passage en comité de sélection réunissant au minimum les représentants de la ville de Landerneau et représentants de la Communauté.

Pour les autres communes de la Communauté:

Situation du local loué : Le périmètre retenu pour chaque commune sera celui de la centralité définie par le PLUI.

Calcul de l'aide : Afin d'inciter et de conserver une cohérence sur le montant des loyers appliqués sur le périmètre identifié il est maintenu un montant plafond d'éligibilité de 600 € HT. 50% du montant du loyer pourra être appliqué sur une période de 3 à 12 mois soit un montant d'aide de 300 € HT maximum mensuel par projet.

Les projets répondant à ces critères feront l'objet d'un passage en comité de sélection et d'un partenariat entre la Communauté et les élus de la commune visée par l'implantation d'un nouveau projet.

Un budget de 60 000 €/année est attribué pour les deux dispositifs d'aides directes aux entreprises : Pass commerce et artisanat et commerce à l'essai.

Un budget complémentaire de 15 000 € a été attribué en période COVID pour la mise en œuvre du dispositif Pass numérique, aide en application jusqu'au 30 juin 2023.

Il est proposé de conserver le budget de 75 000 €/an pour les deux dispositifs cités. Un délai de deux ans devra exister entre deux demandes d'aide, et une nouvelle demande d'aide ne pourra être effectuée que si le dossier précédent est clôturé.

Il est proposé que ces dispositifs ne soient pas cumulatifs.

4- Sur le dispositif fonds de concours à destination des communes

Il a été approuvé lors du conseil de Communauté du 24 juin 2022 le principe d'un nouveau dispositif d'intervention de la Communauté en matière de fonds de concours et l'adoption d'un règlement d'attribution. La délibération n°DCC2022_065 abroge les modalités de fonds de concours défini par la délibération n°DCC2022_065, politique locale du commerce.

IV/ Proposition de rédaction de l'intérêt Communautaire de la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales :

Il était préalablement défini ainsi :

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

Aide à la création, à la revitalisation ou au maintien des commerces et artisanat de proximité par l'accompagnement financier des porteurs de projet dans les conditions du dispositif suivant (hors Landerneau).

Mise en place d'une boutique à l'essai (seule landerneau)

Il est proposé la définition suivante :

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

Aide à la création, à la revitalisation ou au maintien des commerces et artisanat de proximité par l'accompagnement financier des porteurs de projet sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération dans les conditions des dispositifs relatifs à la politique locale du commerce.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la délibération du 07 février 2018 définissant la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales,
Vu la convention de partenariat signée entre la Communauté de communes et le Conseil Régional de Bretagne le 19 septembre 2018 pour la mise en œuvre du Pass Commerce et artisanat,

Vu l'avenant n°1 à cette convention signé le 23 mai 2019 précisant les modalités d'intervention,

Vu l'avenant n°2 à cette convention signé le 14 décembre 2020 précisant la mise en œuvre du dispositif Pass commerce et artisanat numérique,

Vu l'avenant n°3 à cette convention signé le 25 juin 2021 précisant les mesures transitoires et le volet digitalisation et numération ;

Vu l'avenant à la convention entre la Région Bretagne et la Communauté de communes du Pays de Landerneau-Landerneau signé le 13 juin 2022 prolongeant la mise en œuvre du dispositif Pass commerce et artisanat et de son volet numérique jusqu'au 30/06/2023,

Vu la délibération du 24 juin 2022 approuvant le nouveau dispositif d'intervention de la Communauté d'agglomération en matière de fonds de concours et son règlement d'attribution,

Vu l'avis favorable de la Commission Attractivité du 12 septembre 2022

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 6 septembre 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Adopte la nouvelle rédaction de l'intérêt communautaire dans le cadre de la politique locale du commerce,

Article 2 : Décide que la présente délibération abroge les dispositions relatives à la politique locale du commerce dans la délibération n°2018_22-DE,

Article 3 : Adopte l'évolution de la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales et les ajustements des dispositifs la composant tels que cités ci-dessus,

Article 4 : Autorise le Président ou son représentant à précéder à toutes les formalités nécessaires à ces mesures et notamment à signer tout acte ou toute convention à cet effet.

Envoyé en préfecture le 05/10/2022

Reçu en préfecture le 05/10/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221004-DCC2022_128-DE